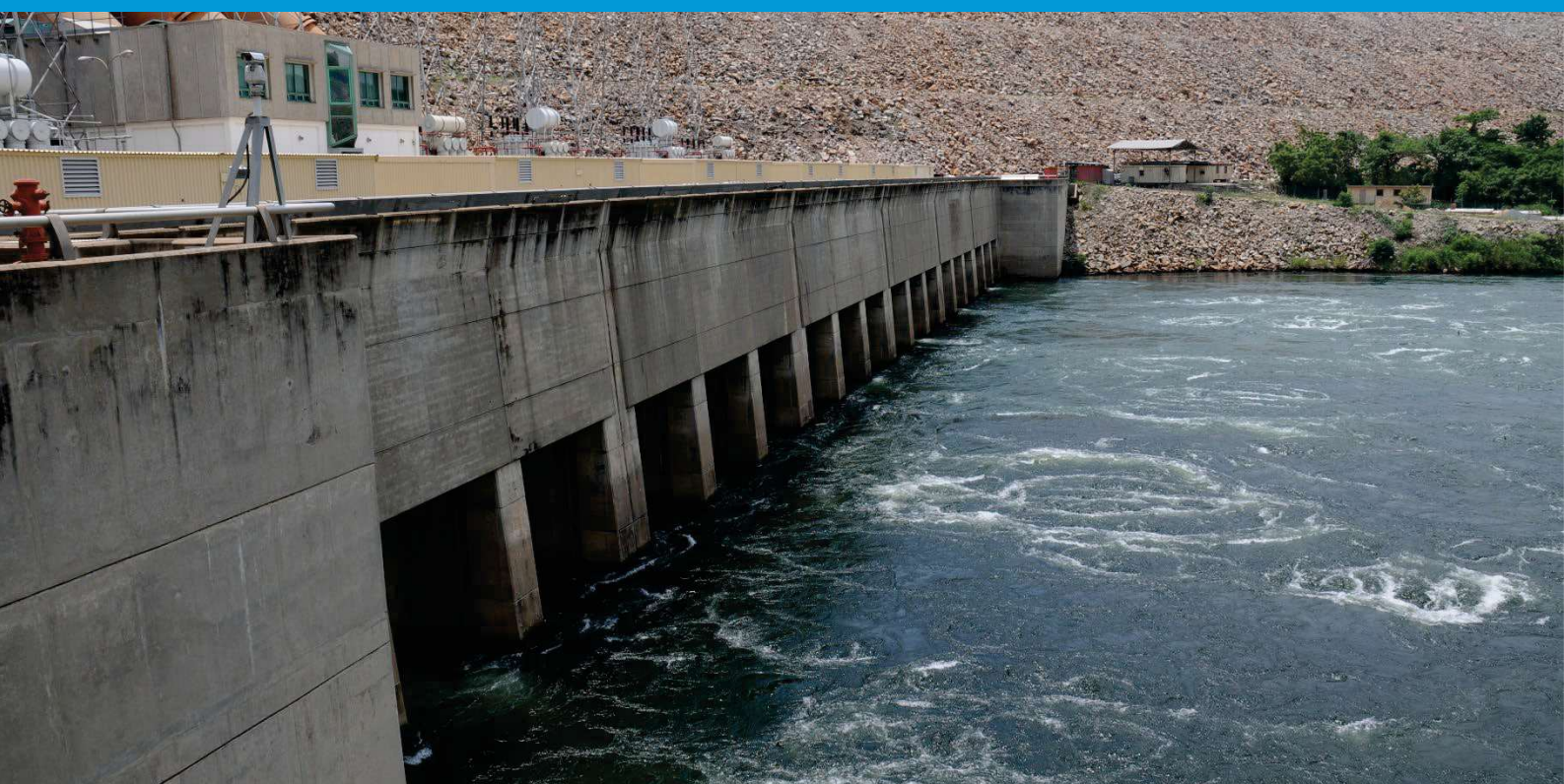


Bonnes pratiques de GIRE pour la sécurité en eau et un développement résilient dans l'Espace UEMOA

Mars 2025



Remerciements

Le présent manuel est le fruit d'un long processus de promotion des « Bonnes pratiques de GIRE¹ pour la sécurité en eau et un développement résilient dans l'Espace UEMOA² » initié par la Commission de l'UEMOA et mis en œuvre en collaboration avec le GWP-AO³, l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burkina Faso, le Pôle Eau Dakar, le Centre PNUE-DHI, le Secrétariat de la Convention sur l'Eau⁴ et des partenaires.

Le processus a reposé sur l'inventaire, la documentation ainsi que le partage de bonnes pratiques innovantes et réussies de mise en œuvre de la GIRE dans l'Espace UEMOA. Il a été lancé en octobre 2023 avec un appel à soumission de résumés de bonnes pratiques de GIRE, avec la réception de 77 résumés. Un forum régional a ensuite été organisé sur le thème : « Capitalisation et mise à l'échelle des bonnes pratiques de GIRE pour la sécurité en eau et la résilience des populations dans l'Espace UEMOA », du 28 au 30 novembre 2023, à Ouagadougou au Burkina Faso. Quarante (40) propositions, sélectionnées à l'issue de l'évaluation des soumissions, ont été présentées par leurs porteurs respectifs lors du Forum régional. Les six (06) premières institutions, retenues au terme de l'évaluation des présentations, ont bénéficié d'une prise en charge complète pour prendre part et partager leur bonne pratique au 10ème Forum Mondial de l'Eau (FME) en mai 2024 à Bali en Indonésie. Les résultats du processus ont été également présentés lors d'une session parallèle organisée au cours de la 10ème Réunion des Parties à la Convention sur l'Eau tenue du 23 au 25 octobre 2024 à Ljubljana en Slovénie. Le présent manuel capitalise les bonnes pratiques de GIRE.

La coordination du processus a été assurée par la Commission de l'UEMOA, ensemble avec le GWP-AO, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action de GIRE 2019-2030 de l'Espace territorial de la Communauté Economique Régionale.

Cet immense défi a pu être relevé grâce à la valorisation de l'expérience, capitalisée par le GWP-AO depuis une vingtaine d'années en matière de coordination de processus similaires d'une part, et à l'engagement fort bien apprécié des acteurs et partenaires qu'il convient de remercier d'autre part.

La Commission de l'UEMOA et le GWP-AO remercient notamment :

- l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burkina Faso pour sa contribution technique et financière à : (i) la prise en charge des frais de participation des représentants de trois (03) institutions du Burkina Faso au 10ème FME, pour partager les meilleures bonnes pratiques de GIRE documentées lors d'une session parallèle ainsi que (ii) la finalisation du manuel ;
- le Pôle Eau Dakar (PED), pour son soutien financier qui a permis de recruter une équipe de consultants régionaux pour appuyer techniquement la restructuration et la finalisation de la documentation des bonnes pratiques de GIRE en tandem avec leur auteur(e) respectif(ve) ;
- le Centre PNUE-DHI, notamment M. Paul Glennie et Mme Lisbet Rhiannon Hansen, pour la contribution technique à la rédaction du chapitre sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la GIRE dans les pays membres de l'UEMOA en 2023 et le soutien financier pour l'édition et l'impression du manuel ;
- le Secrétariat de la Convention sur l'Eau pour son appui technique et la facilitation de la tenue d'une session parallèle, lors de la 10ème Réunion des Parties à la Convention sur l'Eau d'octobre 2024 à Ljubljana en Slovénie, pour présenter les résultats issus du processus ;

¹ Gestion Intégrée des Ressources en Eau

² Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

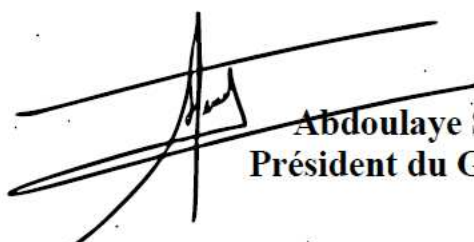
³ Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest

⁴ Convention pour la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux

- les différentes institutions et les auteurs tant pour la soumission que pour la revue des propositions de bonnes pratiques de GIRE ;
- l'équipe de Consultants régionaux (Dr. Fad SEYDOU, Prof. Irenikatche AKPONIKPE et le Chef de Mission Prof. Amadou Hama MAÏGA) ;
- Madame Julienne ROUX pour l'appui et les orientations techniques pour la finalisation du manuel ;
- le Comité Scientifique et Technique (CST), pour son appui au processus depuis son lancement jusqu'au suivi de l'élaboration et de la finalisation du manuel, composé de Dr Boubacar BARRY (Président), M. Moustapha CONGO (Vice-Président), M. Sidi COULIBALY (Rapporteur), Pr Fabien HOUNTONDJI (Membre), Mme B. Sandrine SANKARA (Membre), M. Hilaire Wendpagnangdé ILBOUDO (Membre), M. Mactar SALL (Membre), M. Abdoukarim ASSAO (Membre), M. Maxime TEBLEKOU (Membre), Mme Benedicte NIKIEMA de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas-Burkina Faso (Partenaire), M. Niokhor NDOUR, DGPRES-Sénégal et Coordonnateur de Pôle Eau Dakar (Partenaire), Dr. Komlan SANGBANA du Secrétariat de la Convention sur l'Eau (Partenaire), Mme Yelysaveta Demydenko, M. Colin HERRON et M. Laurent-Charles TREMBLAY-LEVESQUE du Secrétariat Mondial du GWPO (Personnes-ressources) ;
- M. Christophe DEGUENON, Directeur de l'Environnement et des Ressources en Eau et M. Abdoukarim ASSAO, Expert, Chargé des Ressources en Eau du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) de la Commission de l'UEMOA pour leur accompagnement et leurs orientations pour une conduite harmonieuse du processus ;
- M. K. Armand HOUANYE, Mme Aguiratou YARO/OUEDRAOGO, Mme Reine Esther OUEDRAOGO/SOME, M. Noufou ZOUNGRANA et Mlle Désire Sandrine AMOUGOU du Secrétariat Exécutif du GWP-AO pour leur contribution inestimable à cette initiative, leur disponibilité.

Une reconnaissance spéciale à chacune et à chacun.

Que toutes et tous retrouvent dans ces mots, l'expression de notre profonde reconnaissance.



Abdoulaye SENE
Président du GWP-AO

Avertissements

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de la Commission de l'UEMOA ni du GWP en Afrique de l'Ouest, sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission de l'UEMOA, du GWP-AO et des autres partenaires.

Il est permis de reproduire des textes extraits de cette publication à des fins éducationnelles ou non-commerciales sans l'accord préalable de la Commission de l'UEMOA ou de GWP-AO, moyennant mention de la source ainsi que la citation complète du titre de la publication et aussi à condition que les extraits de textes ne soient pas utilisés dans un contexte pouvant prêter à confusion.

Cette publication ne peut être vendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans autorisation préalable écrite de la Commission de l'UEMOA.

Publié par : UEMOA et GWP-AO, Ouagadougou, Burkina Faso

Droits d'auteurs : ©2025, UEMOA et GWP-AO

Citation UEMOA, GWP-AO, PED et PNUE-DHI (2024). Bonnes pratiques de GIRE pour la sécurité en eau et un développement résilient dans l'Espace UEMOA, Ouagadougou, Burkina Faso. 401PP

ISBN : 978-2-918639-20-6

Nombre de pages : 401PP

La correspondance relative au contenu rédactionnel et les demandes de publication, reproduction ou traduction partielle ou totale de la présente publication doivent être adressées à Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 - Burkina Faso, Courriel : commission@uemoa.int.

Préface

Le processus d'élaboration du manuel « Bonnes pratiques de GIRE pour la sécurité en eau et un développement résilient dans l'Espace de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) » participe de la mise en œuvre du Plan d'Action de GIRE 2019-2030 de l'UEMOA. Il s'inscrit plus généralement dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest (PREAO) portée conjointement par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'UEMOA et le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

L'Afrique de l'Ouest est une région diversifiée s'étendant sur 6 140 178 km² représentant 20% de la superficie du continent africain ; pour une population de plus de 460 millions d'habitants en 2024. Son réseau hydrographique est composé de nombreux cours d'eau. La région compte 28 bassins transfrontaliers qui fournissent 80% des eaux de surface. Dans son ensemble, l'Afrique de l'Ouest dispose d'un potentiel hydrique important estimé à plus de 3000 m³ d'eau/ personne/ an ; mais sa répartition dans l'espace et dans le temps est irrégulière et inégale. La pluviométrie annuelle est abondante dans les zones du Sud ; tandis que les régions sahéniennes sont desservies en eau par un important réseau hydrographique constitué des fleuves tels que ceux du Niger, de la Gambie, du Sénégal, de la Volta et de leurs affluents. La région dispose également de vastes réserves d'eaux souterraines, notamment dans le Sahel et dans le Sahara comme les aquifères du Taoudéni et d'Illemeden ou encore l'aquifère Sénégal-Mauritanien.

Cependant un tiers des pays de la région sont au seuil du stress hydrique de 1 700 m³ d'eau/ personne/ an, voire de pénurie de 1 000 m³ d'eau /personne/an selon l'indice de Falkenmark⁶ ; et 10 des 15 pays ont un degré de dépendance hydrique se situant entre 25 et 95%. La moitié des pays sont classés au bas de l'échelle de l'indice de « pauvreté économique en eau » (indice qui intègre la disponibilité en ressources en eau, le niveau de mobilisation des ressources, le taux d'accès des populations aux services de l'eau et la gestion technique, environnementale et économique de l'eau), correspondant à la classe « 7,7-12,6 » de l'indice, à comparer à la classe « 23,7-28,5 » pour les pays les moins pauvres en eau. Malgré son potentiel hydrique, l'Afrique de l'Ouest fait face à des problématiques de disponibilité et d'accès aux ressources en eau et sa vulnérabilité risque de s'aggraver.

Les pays de l'Espace UEMOA sont les plus exposés au stress hydrique ; la majorité d'entre eux, situés dans des zones arides et semi-arides sahélo-sahariennes, étant dépendants des eaux transfrontalières. Les crises liées à l'eau douce se manifestent aussi bien aux niveaux local et national dans les pays qu'à l'échelle des bassins fluviaux et des aquifères partagés. Ces crises pourraient s'amplifier avec l'accroissement de la population et des demandes en eau, la crise sécuritaire, la multiplication des sources de pollution et l'exacerbation de la variabilité et du changement climatiques ; et, par voie de conséquence, constituer des facteurs déstabilisateurs pour les pays et la Communauté. Les groupes vulnérables sont les plus exposés et négativement impactés.

Afin d'assurer la gestion durable des ressources en eau et des écosystèmes associés de la région, les Ministres en charge de l'eau des quinze (15) Etats membres de la CEDEAO et de la Mauritanie y compris les Etats membres de l'UEMOA réunis à Ouagadougou, Burkina Faso du 3 au 5 mars 1998 à la Conférence Ouest-Africaine sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (COA-GIRE) ont adopté l'approche de GIRE à travers la « Déclaration de Ouagadougou », qui exhorte les gouvernements à sa mise en œuvre dans les pays, à l'échelle régionale et aux niveaux des bassins transfrontières.

De 1998 à 2023, la mise en œuvre de la GIRE a connu des avancées significatives dans l'Espace UEMOA. Ces avancées ont été rendues possibles grâce entre autres à la volonté politique manifeste dans les

⁶ Cet indice peut être utilisé pour déterminer et caractériser les risques socio-économiques liés à la sécheresse. C'est un indicateur du stress hydrique qui exprime le niveau de rareté de l'eau dans une région donnée comme la quantité d'eau douce renouvelable disponible pour chaque personne chaque année.

pays membres de l'UEMOA ainsi qu'au soutien des partenaires techniques et financiers nationaux, régionaux et internationaux engagés dans la promotion de la GIRE y compris le GWP-AO, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) et la Commission de l'UEMOA.

L'initiative de promotion des bonnes pratiques de GIRE pour la sécurité en eau et un développement résilient dans l'Espace UEMOA procède de la volonté de la Commission de l'UEMOA et de ses partenaires de capitaliser, de valoriser et de disséminer les initiatives réussies développées à divers niveaux dans la région ; afin d'en faire une source d'inspiration des décideurs politiques et différents acteurs pour impulser davantage de progrès en vue de l'atteinte effective de l'ODD 6 et des autres ODD liés à l'eau d'ici l'échéance de 2030.

Les bonnes pratiques de GIRE sont présentées selon l'échelle (nationale et transfrontalière) de mise en œuvre tout en mettant en avant pour chacune d'elles entre autres la problématique traitée, les objectifs visés, la démarche de mise en œuvre, les activités menées, les résultats obtenus de la mise en œuvre selon chacune des quatre (04) dimensions de la GIRE, les impacts produits et les enseignements tirés.

Cet exercice de capitalisation constitue pour la Commission de l'UEMOA et ses partenaires, un élément important et concret d'appréciation et d'exposition tant des avancées que des impacts à inscrire parmi les mesures de l'évolution de la mise en œuvre de la GIRE dans l'espace communautaire.

Le lecteur de ce manuel pourra mesurer la richesse des expériences et les importants progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de la GIRE aux échelles locales, nationales et des bassins transfrontaliers dans l'Espace de l'UEMOA.

De nombreuses expériences de bonnes pratiques de GIRE entreprises sont encore à des phases de test et de consolidation. Elles ont besoin de soutien politique et des appuis technique et financier pour achever leur processus. Plusieurs autres sont achevées avec des impacts positifs notables sur la vie socio-économique des communautés ainsi que sur les ressources en eau et les écosystèmes qui en dépendent ; et leurs conditions de duplication et de durabilité sont établies.

Ce manuel est une contribution à la sécurité en eau et à un développement résilient au niveau universel.



Mahamadou GADO

Commissaire Chargé du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement,
Commission de l'UEMOA

2.19. GIRE et résolution participative des conflits autour de l'eau dans la zone semi-aride de Dosso, Niger

Aminata Attinine ASSANE
Mairie de la Commune Rurale de Farrey
Email : aattinine@gmail.com

Résumé

La Région semi-aride de Dosso, au Niger, fait face à des tensions récurrentes entre agriculteurs et éleveurs, provoquées par l'utilisation croissante des ressources naturelles et exacerbées par les effets du changement climatique. Le projet FREXUS « Améliorer la sécurité et la résilience au changement climatique dans les contextes fragiles à travers le Nexus Eau-Énergie-Sécurité Alimentaire » a été mis en œuvre dans la Région pour répondre à ces tensions.

L'initiative a adopté une approche participative en trois phases : diagnostic, planification et mise en œuvre, permettant de transformer les conflits autour de l'eau et de l'espace en opportunités de développement durable. Le projet a abouti à l'élaboration et à la signature de quatre accords sociaux locaux et à la mise en œuvre d'actions concrètes telle la construction d'une station de pompage pastorale solaire, première du genre dans la Région.

En facilitant le dialogue entre les parties prenantes locales, l'initiative a réussi à surmonter les tensions historiques tout en améliorant la cohésion sociale et la gestion durable des ressources. Le projet a démontré que la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) peut être un outil efficace pour résoudre les conflits liés aux ressources naturelles tout en facilitant la mise en place et le renforcement d'un environnement propice à la paix et au développement.

2.19.1. Contexte

2.19.1.1. Problématique

La sécurité dans la Région du Sahel s'est détériorée au cours de la dernière décennie en raison entre autres de la montée en puissance des conflits armés, des groupes rebelles et du terrorisme. L'accès aux ressources naturelles joue un rôle majeur dans les tensions entre communautés. Parallèlement, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a déclaré le Sahel comme l'une des Régions les plus vulnérables au changement climatique dans le monde.

Avec une population en croissance rapide, actuellement estimée à plus de 150 millions d'habitants, dont les revenus dépendent principalement de l'agriculture et de l'élevage, les pays sahéliens font face à des pressions croissantes sur les ressources en eau, en terres et en énergie, exacerbées par le changement climatique et conduisant à la concurrence et aux conflits entre différents utilisateurs. Il est de plus en plus difficile de garantir la sécurité de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation pour le plus grand nombre.

La Région semi-aride de Dosso fait face à des conflits récurrents entre les utilisateurs de ressources naturelles, principalement l'eau et les terres agro-sylvo-pastorales. Ces tensions entraînent des troubles sociaux et économiques dans une région déjà fragilisée. La compétition croissante pour l'accès aux ressources en raison de la pression démographique, de certaines pratiques non appropriées de gestion des couloirs de transhumance, puis amplifiée par le changement climatique, accentue ces conflits, en particulier entre agriculteurs et éleveurs. Si non gérés, ces conflits peuvent mener à des déplacements de population, des perturbations économiques et une insécurité accrue dans la Région du Sahel.

Dans des constellations interdépendantes et complexes renforcés par le changement climatique et d'autres facteurs de stress, la rareté et la concurrence sur les ressources tout comme les conflits et l'instabilité, se renforcent mutuellement et forment un cercle vicieux rareté-concurrence-conflits-instabilité.

Face à cette problématique, le projet « Améliorer la sécurité et la résilience climatique dans un contexte fragile grâce aux interfaces eau-énergie-sécurité alimentaire (Projet FREXUS) » a été conçu pour transformer le cercle vicieux rareté-concurrence-conflits-instabilité en un cercle vertueux de résilience-gestion durable des ressources-coopération et sécurité.

L'initiative vise à soutenir la résolution pacifique des tensions sociales et des conflits entre groupes de population, exacerbés par le changement climatique dans les zones déjà fragiles. Il a mis l'accent sur une gestion des terres, des ressources naturelles et des écosystèmes plus sensibles aux conflits et à un climat changeant dans les communautés ciblées, en tenant compte des besoins des groupes vulnérables. La mise en œuvre du projet s'est faite selon une approche intégrée et basée sur le Nexus pour contrer les spirales négatives de la rareté des ressources et des conflits d'une part ; et d'autre part pour établir des opportunités de développement de la résilience climatique. Le projet FREXUS se concentre sur les communautés locales et se consacre à l'inclusion des acteurs de la sécurité et des parties les plus vulnérables de la population, en particulier les femmes.

2.19.1.2. Objectifs

L'objectif général de l'initiative, menée dans le cadre du projet FREXUS était de promouvoir la résolution pacifique des conflits sociaux liés à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles et/ ou exacerbés par le changement climatique dans les zones fragiles, selon une approche intégrée du Nexus Eau-Énergie-Sécurité Alimentaire. Cette approche intégrée met l'accent sur la gestion durable des terres, des ressources en eau et des écosystèmes.

Les objectifs spécifiques étaient de :

- développer une méthodologie d'évaluation pour identifier les liens entre l'utilisation des ressources, le changement climatique et les conflits, puis mettre en œuvre des activités pour relever les défis y afférents, en particulier dans les contextes fragiles ;
- renforcer la gestion durable des terres, des ressources naturelles et des écosystèmes plus sensibles aux conflits et au climat dans les communautés ciblées, en tenant compte des besoins des groupes vulnérables ;
- faciliter la résolution pacifique des conflits entre agriculteurs et éleveurs à travers des dialogues participatifs.

2.19.1.3. Groupes cibles et bénéficiaires

Les groupes cibles de l'initiative incluaient les autorités locales et traditionnelles, les organisations de la société civile, ainsi que les femmes et les jeunes, dont les besoins spécifiques ont été pris en compte dans le cadre du projet.

Les bénéficiaires directs de cette initiative comprenaient :

- les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs de la Région ;
- les exploitants de produits forestiers non ligneux ;
- les administrations locales (agriculture, élevage, environnement) ;
- les collectivités territoriales et les acteurs locaux de la gestion des ressources naturelles.

2.19.1.4. Approche méthodologique

L'initiative a été mise en œuvre en quatre phases successives et complémentaires : diagnostic, planification, et mise en œuvre, capitalisation et diffusion des résultats et acquis du projet. Une approche participative a été adoptée, permettant l'engagement actif de toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales, les autorités, et les organisations de la société civile.

- Phase de diagnostic : une méthodologie d'évaluation a été développée pour examiner les liens complexes entre l'utilisation des ressources naturelles, le changement climatique, et les conflits dans la Région de Dosso. Une analyse systémique des conflits et une évaluation des risques climatiques ont été réalisées, conduisant à la création d'un tableau de bord accessible au public. Ce tableau identifie les acteurs, les facteurs de conflits, et les leviers de paix.
- Phase de planification : des espaces de dialogue ont été mis en place, impliquant les acteurs concernés pour identifier les facteurs de conflits et définir des actions concrètes pour les transformer en opportunités de développement. Les plans d'action issus de ces dialogues ont été consignés dans des accords sociaux locaux.
- Phase de mise en œuvre : des infrastructures et actions locales ont été réalisées, soit directement par les bénéficiaires, soit par délégation à des partenaires. Un comité de gestion a été mis en place pour superviser l'infrastructure pastorale construite, notamment la station de pompage solaire, garantissant ainsi une gestion durable des ressources.
- Phase de capitalisation et de diffusion des résultats : les résultats de l'initiative ont été capitalisés et diffusés lors des événements locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.

Cette approche a permis une compréhension approfondie des dynamiques locales et une résolution concertée des conflits, tout en intégrant les considérations de changement climatique et de gestion équitable des ressources naturelles.

2.19.2. Activités réalisées

L'initiative a été mise en œuvre de janvier 2019 à juin 2023. Les activités réalisées sont présentées pour chacune des phases de l'approche méthodologique de mise en œuvre de l'initiative.

- Diagnostic des conflits et des risques climatiques (1ère année)
- Analyse des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles (eau, terres et écosystèmes) dans la Région de Dosso.
- Évaluation des impacts du changement climatique sur les ressources en eau et les systèmes agropastoraux.
- Développement d'un tableau de bord interactif, accessible aux parties prenantes, résumant les risques et les opportunités de résolution des conflits liés aux ressources.
- Planification et dialogue participatif (1ère et 2ème année)
- Mise en place de neuf sessions de dialogue communautaire impliquant les agriculteurs, les éleveurs, les autorités locales, et les organisations de la société civile.
- Élaboration de quatre plans d'action concrets, intégrant des mesures de gestion durable des ressources naturelles et des solutions spécifiques aux conflits identifiés.
- Signature d'accords sociaux pour la gestion pacifique des ressources naturelles, incluant des mesures pour l'amélioration de la sécurité en eau.
- Mise en œuvre d'actions locales intégrant la réalisation des infrastructures (2ème année)

- Construction d'une station de pompage pastorale solaire pour l'approvisionnement en eau des éleveurs, première du genre dans la Région de Dosso.
- Création de zones de pâturage dédiées aux animaux, limitant ainsi les conflits entre agriculteurs et éleveurs.
- Mise en place de Comités de gestion pour l'entretien et la supervision des infrastructures.
- Capitalisation et diffusion des résultats
- Suivi-évaluation de la mise en œuvre de l'initiative
- Elaboration de supports de communication et de visibilité ainsi que des produits de connaissance sur les résultats de l'initiative.
- Participation des acteurs de mise en œuvre de l'initiative à des événements locaux, nationaux, régionaux et mondiaux au cours desquels les résultats et acquis de l'initiative ont été présentés et partagés.

Ces activités ont permis de répondre aux besoins des communautés locales tout en assurant une gestion durable des ressources en eau et une prévention efficace des conflits.

2.19.3. Résultats obtenus

Les résultats obtenus dans le cadre de l'initiative du projet FREXUS sont présentés selon notamment trois des quatre dimensions de la GIRE.

2.19.3.1. Dimension 1 – Environnement favorable

L'initiative contribue au renforcement de la décentralisation en tant qu'un levier de facilitation de la mise en œuvre de la GIRE avec la prise en compte effective du principe de subsidiarité. Elle a le potentiel d'éclairer les argumentaires pour alimenter les réflexions sur une décentralisation opérationnelle au Niger ; à travers une expérimentation concrète de l'exercice des compétences transférées aux collectivités locales dans les domaines de la gestion des infrastructures et des ressources naturelles.

2.19.3.2. Dimension 2 - Institutions et participation

L'initiative a contribué :

- au renforcement de la participation locale : la mise en place d'espaces de dialogue participatif a permis d'impliquer activement les agriculteurs, éleveurs, autorités locales et coutumières, ainsi que les organisations de la société civile. Cette approche a favorisé une meilleure compréhension mutuelle des enjeux et renforcé la cohésion sociale dans les communautés ;
- à l'engagement des femmes et des jeunes : des efforts spécifiques ont été déployés pour garantir la participation des femmes et des jeunes dans les processus de décision et de gestion des ressources, renforçant ainsi leur rôle dans la préservation des ressources naturelles ;
- à la mise en place de Comités de gestion : des comités locaux ont été mis en place pour gérer les infrastructures hydrauliques et superviser la mise en œuvre des accords sociaux, garantissant une gestion durable et équitable des ressources.

2.19.3.3. Dimension 3 - Instruments de gestion

L'initiative a permis :

- la mise en place d'un tableau de bord dynamique : ce tableau de bord interactif sert de support essentiel pour visualiser les données sur les ressources naturelles et les conflits, dans la zone en vue d'une prise de décision éclairée. Le tableau offre aux parties prenantes un outil pour suivre l'évolution des ressources en fonction des scénarios climatiques ;
- l'amélioration de l'accès à l'eau : la construction de la station de pompage pastorale solaire a significativement amélioré l'approvisionnement en eau des éleveurs dans la Région de Dosso. Cette infrastructure a non seulement permis de réduire les tensions autour de l'accès à l'eau, mais elle a aussi contribué à une gestion plus durable des ressources hydriques locales.

2.19.4. Coûts et source(s) de financement

L'initiative FREXUS a mobilisé un budget total de 600 000 euros pour la mise en œuvre des activités prévues. Elle a été principalement financée par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). L'Union Européenne a apporté un soutien financier additionnel pour les actions liées à la GIRE et à la prévention des conflits dans la région de Dosso. L'Autorité du Bassin du Niger a contribué à l'appui technique et à la réalisation des infrastructures, notamment la station de pompage pastorale solaire.

Les charges de fonctionnement incluent la maintenance des infrastructures, les coûts des comités de gestion locaux, et les activités de suivi et évaluation.

2.19.5. Impacts réels et potentiels

Les impacts significatifs de l'initiative incluent :

- la réduction des conflits liés à l'eau et aux terres : grâce aux dialogues participatifs et à la mise en place des infrastructures (notamment la station de pompage pastorale solaire), les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont considérablement diminué. Les accords sociaux signés ont instauré une meilleure coopération entre les parties prenantes locales ;
- à l'amélioration de l'accès à l'eau : la station de pompage solaire a permis un accès équitable et durable à l'eau pour les éleveurs, réduisant ainsi les migrations précoces des troupeaux et atténuant les tensions avec les agriculteurs ;
- au renforcement de la cohésion sociale : la participation active des communautés, y compris les femmes et les jeunes, a renforcé la solidarité et la collaboration au sein des villages concernés. Cela a contribué à la stabilité sociale et à la création d'un climat de paix durable ;
- à l'adaptation et à la résilience des communautés aux impacts du changement climatique : à travers les actions mises en œuvre, telles que la création de zones de pâturage, la réalisation des infrastructures et la régulation des flux de transhumance. Ces actions ont également aidé à minimiser les risques environnementaux liés aux sécheresses et aux conflits autour des ressources naturelles.

2.19.6. Leçons apprises, facteurs de succès, de durabilité et de duplication

2.19.6.1. Leçons apprises

Les leçons apprises de la mise en œuvre de l'initiative sont entre autres :

- l'importance du dialogue participatif : l'implication active des parties prenantes locales dans les processus de diagnostic et de planification a été essentielle pour identifier des solutions consensuelles et adaptées aux réalités locales. Le dialogue a permis de transformer les conflits en opportunités de collaboration et de développement durable ;
- la contribution importante des mesures d'adaptation et de résilience au changement climatique : la gestion durable des ressources naturelles, en lien avec les défis climatiques, a démontré son efficacité pour réduire les tensions entre agriculteurs et éleveurs. La prise en compte des scénarios climatiques dans la planification des actions a renforcé la résilience des communautés ;
- l'inclusion des groupes vulnérables : l'engagement des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels a non seulement renforcé leur rôle au sein des communautés, mais a aussi assuré une meilleure prise en compte de leurs besoins spécifiques dans la gestion des ressources.

2.19.6.2. Facteurs de succès

Les facteurs de succès clés de l'initiative sont les suivants :

- la dimension multidimensionnelle selon l'Approche intégrée Nexus Eau-Énergie-Sécurité Alimentaire : cette approche multidimensionnelle a permis de traiter les problématiques de manière holistique, en prenant en compte les interdépendances entre les ressources et les secteurs ;
- le soutien institutionnel : l'implication des autorités locales et nationales, ainsi que le transfert de compétences aux collectivités, a renforcé la durabilité des actions. Le cadre législatif existant, notamment le Code de l'Eau du Niger, a facilité l'implantation des infrastructures ;
- la priorisation des technologies innovantes : L'utilisation d'une station de pompage solaire est un exemple d'innovation technologique qui a contribué à la résolution des conflits liés à l'accès à l'eau tout en favorisant une gestion durable des ressources.

2.19.6.3. Facteurs de durabilité

Les facteurs de durabilité de l'initiative portent sur :

- l'importance des Comités de gestion locaux : la mise en place de Comités de gestion locaux, incluant toutes les parties prenantes, garantit la maintenance et la gestion durable des infrastructures. Ces comités veillent également à ce que les accords sociaux soient respectés à long terme ;
- l'engagement financier : le financement sécurisé par les partenaires internationaux, ainsi que l'engagement des autorités locales pour maintenir les infrastructures, contribue à la pérennité des résultats obtenus.

2.19.6.4. Facteurs de duplication

La méthodologie de gestion des conflits, l'approche participative et la méthodologie Nexus peuvent être adaptées à d'autres contextes confrontés à des défis similaires. Elle présente un potentiel élevé pour renforcer la résilience face aux changements climatiques dans les contextes fragiles. En outre, l'infrastructure de pompage solaire et les zones de pâturage dédiées peuvent être reproduites dans d'autres régions confrontées à des conflits similaires entre agriculteurs et éleveurs autour des ressources naturelles.

2.19.7. Conclusion et recommandations pour la dissémination et la mise à échelle

L'initiative a démontré que la GIRE, combinée à une approche participative et holistique, peut contribuer de manière significative à la réduction des conflits liés aux ressources naturelles dans les contextes fragiles. En facilitant un dialogue inclusif entre agriculteurs, éleveurs, autorités locales et autres parties prenantes, le projet a permis de créer un climat de paix et de collaboration autour de la gestion des ressources.

Les infrastructures mises en place, telles que la station de pompage solaire, et les accords sociaux signés sont des réalisations concrètes qui favorisent la durabilité des résultats obtenus. Le projet a également renforcé les capacités locales en matière de gestion des ressources naturelles et de prévention des conflits, créant ainsi un cadre propice à la pérennisation des actions.

Les recommandations suivantes peuvent être formulées.

- Dissémination des résultats : les résultats de l'initiative peuvent être partagés largement à travers des publications, des ateliers et des plateformes en ligne afin de promouvoir l'adoption de pratiques similaires dans d'autres régions.
- Mise à l'échelle régionale : la méthodologie Nexus et les bonnes pratiques issues de l'initiative peuvent être répliquées dans d'autres zones du Niger et au niveau transfrontalier. Il est recommandé de développer des partenariats régionaux et de mobiliser des financements pour étendre l'impact du projet à plus grande échelle.
- Renforcement des capacités locales : il est essentiel de continuer à renforcer les capacités des comités de gestion locaux, en leur fournissant des formations supplémentaires sur la gestion des infrastructures et la médiation des conflits. Un suivi régulier des activités permettra d'assurer la durabilité des actions mises en œuvre.
- Soutien aux groupes vulnérables : l'engagement des femmes et des jeunes dans la gestion des ressources doit être renforcé et encouragé à travers des formations continues et leur participation active dans les processus décisionnels.
- Financements innovants : il est nécessaire de diversifier les sources de financement, en incluant le secteur privé et d'autres partenaires internationaux, pour garantir la pérennité des actions et l'extension des bonnes pratiques dans d'autres zones.

Références Bibliographiques

1. Coopération Allemande GIZ et Autorité du Bassin du Niger. « Gestion des ressources en eau transfrontalières dans le bassin du Niger », mars 2022.
2. Union Européenne, BMZ, GIZ et WPS Nexus. « Analyse diagnostique de trois évaluations sur l'analyse de conflits, l'étude de référence et l'étude locale des risques climatiques dans la région de Dosso », juin 2022.
3. Union Européenne, BMZ, WPS Nexus, GIZ et Djibrilla Madougou. « Évaluation Finale du Projet FREXUS : Améliorer la sécurité et la résilience aux changements climatiques dans les contextes fragiles à travers le Nexus Eau-Énergie-Sécurité alimentaire au Niger », 2023.
4. Union Européenne, BMZ, ZFD, WPS Nexus et GIZ. « Conflits liés à l'usage, à l'accès et à la répartition des ressources naturelles à Dosso, Niger », s.d.
5. Union Européenne, Coopération Allemande, et GIZ. « FREXUS : Améliorer la sécurité et résilience au changement climatique dans les contextes fragiles à travers le Nexus Eau-Énergie-Sécurité alimentaire - Factsheet », mars 2019.